

Discours de Roger Cukierman Président du CRIF

Dîner annuel du lundi 23 février 2015

Monsieur le Président de la République

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Madame et Monsieur les Anciens Premiers Ministres,

Mesdames et Messieurs les Elus,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Messieurs les Représentants des cultes,

Mesdames et Messieurs,

xxx

C'est un cauchemar effroyable que nous avons vécu au début de cette nouvelle année.

Je veux dire aux familles des 17 hommes et femmes assassinés notre immense tristesse, notre profonde émotion, qui rejoignent celles de toute la nation. Je veux aussi rendre hommage du fond du cœur à toutes les forces de l'ordre, policiers, gendarmes, qui ont combattu les terroristes et qui en ont payé le prix, de leur vie.

Nous pensons tous à Ahmed, Bernard, Cabu, Charb, Clarissa, Elsa, Franck, François-Michel, Frédéric, Georges, Honoré, Michel, Mustapha, Philippe, Tignous, Yoav, Yohan.

Comment ne pas évoquer aussi le drame de Copenhague, répétition fidèle des tueries de Paris, et ses deux victimes Finn et Dan !

Comment ne pas être horrifié par la macabre profanation de centaines de sépultures du cimetière juif de Sarre-Union ? C'est aussi nos morts qu'il faudrait désormais protéger? Un carnage réalisé avec acharnement, un acte barbare et lâche qui souille la République...

Je vous propose maintenant de nous lever et d'observer une minute de silence à la mémoire de toutes ces victimes.

Cette année a donc commencé par trois attaques terroristes. Chacune fut préméditée, préparée, organisée. Chacune fut exécutée avec sang-froid. Chacune avait choisi et atteint ses cibles.

Le 7 janvier, ce fut Charlie Hebdo. Une tuerie à la kalachnikov en plein cœur de Paris qui voulait signifier : interdiction de se moquer, interdiction de rire, de réfléchir, de contredire.

Ce fut aussi le policier, gisant au sol, lâchement assassiné.

Le 8 janvier, ce fut une jeune policière, à Montrouge. Protéger, garantir l'ordre qui seul fait en définitive la liberté, c'était la vocation vers laquelle elle s'était tournée depuis son enfance martiniquaise. Elle en est morte.

Le 9 janvier, ce fut un commerce casher de la porte de Vincennes. Quatre hommes tués. Le plus jeune avait 22 ans. Le plus âgé, 64 ans. Ils sont morts parce qu'ils étaient juifs.

Et puis, il y a eu la manifestation du 11 janvier.

Depuis, je me reprends à espérer. Je veux croire que quelque chose peut changer en France et en Europe.

Le 11 janvier, ce sont près de quatre millions de personnes qui sont descendues dans la rue pour dire qu'elles se reconnaissent dans Charlie, dans les policiers et dans les Juifs !

Je pense à la lettre à la jeunesse d'Emile Zola, quand il s'adresse à elle, la jeunesse, pour marcher contre l'injustice ! Ce souffle-là, nous l'avons vécu le 11 janvier.

Ce ne fut pas le cas, je le constate avec une profonde tristesse, lorsque de tout jeunes enfants juifs ont été assassinés à Toulouse en 2012.

Oui, ce 11 janvier, nous étions, tous, fiers d'être Français, tous fiers d'être unis, tous fiers de faire l'Histoire. Tous, fiers et déterminés à ne pas nous laisser terroriser par les terroristes.

Me reviennent aussi à l'esprit les mots prononcés, dans un autre contexte, au moment où la France libre redressait la tête, par René Cassin : *« A l'idée que la France recouvrerait son rôle de protectrice de la dignité humaine, mon cœur se soulevait de joie »*.

XXX

Mais la fierté n'éteint pas une très grande inquiétude.

Il faut vous dire, Monsieur le Président, que le cauchemar a commencé pour nous, il y a déjà plusieurs années.

Ce cauchemar a déjà tué : Ilan Halimi en 2006, des militaires, un enseignant et de tout petits enfants tués à bout portant à Toulouse en 2012, et quatre personnes au Musée Juif de Bruxelles en 2014.

Ce cauchemar, ce ne sont pas seulement des assassinats.

J'ai en mémoire l'agression et le viol commis à Créteil tout récemment.

J'ai en mémoire les manifestations pro palestiniennes de l'été dernier.

S'agissait-il de manifestations de solidarité avec les populations de Gaza? Certainement pas. Quand on crie « Mort aux Juifs », quand on attaque en bandes organisées des synagogues et des commerces juifs, ce sont bien les Juifs qui sont visés.

Les avez-vous vus, ces manifestants s'exprimer en faveur des 200.000 morts de la guerre en Syrie ?

Les violences antisémites ont doublé en 2014. Elles ont représenté 50 % de tous les actes racistes ou xénophobes, alors que nous représentons moins de 1 % de la nation.

Depuis plusieurs années, en France, il est dangereux de porter une kippa dans le métro et le mot juif est une insulte dans les écoles de la République.

De nombreux enfants juifs ont dû fuir l'école publique. Les cris d'alarme sont pourtant anciens. Je rappelle que le livre « Les territoires perdus de la République » a été publié il y a déjà 13 ans. Nous l'avons même distribué au dîner du CRIF de 2004.

Aujourd'hui, chaque Juif peut craindre de rencontrer la haine anti-juive au coin de sa rue, partout, tout le temps.

De nombreux Juifs quittent les quartiers difficiles pour se concentrer dans des zones jugées moins risquées. D'où une ghettoïsation qui s'accroît.

D'autres Juifs quittent la France, soucieux de pouvoir pratiquer leur religion sans contrainte, soucieux de la sécurité de leurs enfants, soucieux de ne pas être sous protection policière, soucieux de ne pas vivre en parias.

Fin 2014, j'ai dialogué avec une centaine d'élèves de terminale d'une école juive. J'ai trouvé un profond pessimisme chez la plupart d'entre eux. Ils m'ont dit que quand ils auraient mon âge (cela nous laisse un peu de temps), la France serait soumise à la charia ! Ils se partageaient en deux groupes : ceux qui voulaient rester en France mais créer des milices d'auto-défense et ceux qui voulaient fuir la France !

xxx

Monsieur le Président, malgré l'inquiétude, je veux espérer. Depuis les attentats de janvier 2015, des changements ont déjà eu lieu.

L'un d'entre eux me semble essentiel. Par votre voix et par celle du Premier Ministre, Manuel Valls, la France nomme enfin les choses : elle est en guerre, en guerre contre le djihadisme synonyme de l'islamisme.

L'islamisme veut éliminer tous ceux qui ne sont pas islamistes, à commencer par les Musulmans qui, en nombre, sont ses premières victimes. Il séduit les esprits faibles à la recherche d'un idéal simpliste. Il s'en prend d'abord aux plus vulnérables. Aux femmes qu'il humilie, aux enfants qu'il massacre.

La France est engagée dans la lutte contre l'Etat islamique.

C'est une réaction saine de défense face à un projet totalitaire qui se décline à Gaza, en Irak, en Syrie, au Mali, en Afghanistan, en Libye, au Nigeria, au Yémen. La liste, hélas, est déjà bien longue.

Cette guerre, la France en a payé le prix du sang hors de ses frontières : je pense à nos soldats, mais aussi, à nos otages, et en particulier à notre compatriote Hervé Gourdel, décapité en Algérie.

La guerre en cours conduit à réfléchir aux alliances de la France, en particulier avec certains pays au rôle ambigu, qui financent le salafisme ou ont soutenu les Frères Musulmans. Ces pays sont-ils les pires amis de l'Occident ou ses meilleurs ennemis ? Je pense, en particulier, au Qatar.

La guerre en cours ne doit pas, non plus, faire de l'arme atomique l'objet d'un troc avec l'Iran. Il est essentiel que la France continue de montrer une extrême vigilance sur le nucléaire iranien.

Dans cette guerre, il faut saluer les esprits courageux du monde musulman qui dénoncent les atrocités et la régression dans laquelle certains veulent faire plonger l'Islam.

Je veux ici rendre hommage fraternellement à tous les refuzniks du totalitarisme djihadiste et notamment à Boualem Sansal, Hassène Chalghoumi, Malek Chebel et à Kamel Daoud.

Ils refusent de participer à la plus grande imposture de l'histoire contemporaine, l'imposture qui voit en l'Etat d'Israël la cause du malheur arabe.

xxx

Puisque je viens d'évoquer Israël, je souhaite m'arrêter quelques instants sur cet Etat qui est un ami de la France et qui est si cher à notre cœur.

Israël, c'est un tout petit bout de terre vers lequel les Juifs, à travers des millénaires de persécutions, se sont tournés avec l'obstination

de l'espérance. En Israël, s'est reconstruite une dignité juive, une démocratie, une économie, une langue, une culture.

Comme le dit Elie Wiesel : « Les Juifs peuvent vivre en-dehors d'Israël mais ils ne pourraient pas vivre sans Israël. » Et pour les Juifs, Jérusalem est et restera la capitale éternelle et indivisible de l'Etat d'Israël.

Elle est et restera une capitale où chacun est libre de pratiquer sa religion, ou d'en changer si ça lui chante.

A côté d'Israël, doit exister et le plus tôt sera le mieux, un Etat palestinien, libre et démocratique. Le CRIF est engagé, depuis longtemps, en faveur d'une solution à deux Etats, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

Fin décembre, au Conseil de Sécurité de l'ONU, la France a voté pour la reconnaissance de la Palestine, à l'opposé des Etats-Unis et sans cohérence européenne avec le Royaume-Uni.

Je dois vous dire, Monsieur le Président, que ce vote a été vécu pour beaucoup de Français comme une volte-face regrettable par rapport au sage équilibre que vous aviez établi lors de votre visite en Israël et à Ramallah. Regrettable et inefficace.

Il est bon que la France veuille s'impliquer davantage dans la construction de la paix au Proche-Orient. Mais avant de reconnaître la Palestine comme nouvel Etat, ne faudrait-il pas demander au Hamas de ne plus appeler à détruire Israël ? Et pour faire entendre au Hamas cette demande légitime, ne pourrait-on pas faire pression sur ceux qui l'ont longtemps financé ?

Ne pourrait-on pas conditionner aussi l'aide versée à Gaza par l'Union Européenne, les 450 M€ promis en octobre 2014 et qui font suite aux 524 M€ versés depuis 2009 ?

Les intérêts de l'Europe sont aujourd'hui remerciés par le terrorisme.

En France comme au Proche-Orient, il faut nommer les choses.

Le Hamas est un mouvement islamiste, un mouvement terroriste. Il ne saurait y avoir d'un côté un islamisme que l'on combat lorsqu'il frappe la France et de l'autre, un islamisme qui a ses raisons, que l'on comprend, voire que l'on tolère lorsqu'il tire ses roquettes sur Israël.

xxx

Oui, je veux croire que quelque chose peut changer en France.

Monsieur le Président, vous écoutez notre inquiétude avec attention et compassion depuis des années.

Nous connaissons votre détermination, celle du Premier Ministre et celle du Ministre de l'Intérieur dans la lutte contre l'antisémitisme. Elles sont fortes et sincères.

Depuis les attentats, vos discours et ceux du Premier Ministre ont marqué les esprits et les cœurs. Ils nous permettent d'espérer la réalisation de réformes qui étaient encore hier jugées irréalistes.

Le défi est gigantesque, mais la manifestation du 11 janvier ne fut-elle pas, elle aussi, gigantesque ?

Les chantiers sont connus : sécurité, justice, Internet et éducation.

xxx

La sécurité, c'est la protection des lieux juifs et, en premier lieu, des écoles et des synagogues.

Nous sommes profondément reconnaissants à la police qui est mobilisée, depuis des années, et à l'armée qui vient de se joindre à cette mission de sécurité.

Mais protéger ne suffit pas. Il faut renforcer considérablement la prévention. Et du côté des sanctions, il est insupportable que les prisons soient devenues des centres de recrutement et de formation pour le Djihad.

Xxx

La justice.

Mesdames, Messieurs, vous avez devant vous un justiciable curieusement mis en examen par trois juges d'instruction différents à l'initiative d'un multirécidiviste faisant commerce de la haine des Juifs.

J'avoue mal comprendre les finesses de notre système judiciaire.

Pourtant, quelque chose semble changer dans les tribunaux quand le récidiviste est jugé en correctionnelle pour apologie du terrorisme, quand les tribunaux condamnent immédiatement ceux qui justifient les attentats et qui glorifient leurs auteurs.

J'ai envie de crier : enfin ! Enfin justice !

Les délits de racisme et d'antisémitisme relèvent de la loi sur la presse. Nous demandons depuis longtemps qu'ils en soient sortis pour entrer dans le droit commun qui a le mérite d'une plus grande efficacité. Madame la Garde des Sceaux a pris position dans ce sens. C'est un premier pas.

XXX

Sur Internet, chacun sait que Google, Facebook et Twitter sont utilisés pour propager la haine, et pour recruter et former des djihadistes. En tolérant cette utilisation, ils en deviennent des complices.

Internet ne peut plus être, ne doit plus être, une friche pour la haine en toute impunité.

Les géants américains de l'Internet doivent se soucier de leur responsabilité dans la civilisation qu'ils façonnent. Et s'ils persistent à ne pas le faire, alors il y a urgence à les contraindre de rejeter tout propos raciste ou antisémite de leurs réseaux. C'est possible puisque c'est déjà fait pour la pédophilie. Nous agissons activement dans ce sens en Europe et aux Etats Unis.

Certains s'opposeront à des actions qu'ils jugent liberticides ou stigmatisantes. Croyez-moi, vous voyez les choses différemment quand vos enfants sont la cible des tueurs.

XXX

L'école de la République française a, elle aussi, des problèmes à régler. Depuis une trentaine d'années, elle a failli à sa mission d'intégration.

Ce constat me désole car je suis un enfant de l'école publique. J'ai grandi dans une immense reconnaissance envers cette institution

qui fut si longtemps le socle de la République et où les lumières de la culture doivent dissiper les ombres de l'ignorance.

Je sais le dévouement des enseignants. Ils sont les premiers à se poser des questions amères : comment ces assassins ont-ils pu traverser toute leur scolarité, sans que soit éteinte en eux la haine de l'autre ?

Comment des élèves ont-ils pu refuser de s'associer à l'hommage aux morts et ont même, parfois, justifié le crime ? Comment des enfants en arrivent-ils à violer des sépultures ?

Je sais que le gouvernement s'est saisi de ces questions.

L'école, elle doit être dorlotée, chouchoutée car c'est elle qui construit la France de demain. Les enseignants ont une mission essentielle : apprendre aux élèves le vivre ensemble, l'acceptation des différences, et la dignité de chaque être humain.

L'enjeu n'est rien moins que la pérennité de la République.

Nous attendons, sur ce sujet, une politique ambitieuse et inédite.

xxx

Mais l'école ne peut pas tout, en particulier quand les jeunes trouvent à la maison ou sur Internet des messages de haine.

Chacun a en tête les attentats mortels du mois de janvier, mais nous, Juifs, souffrons aussi des centaines et des centaines d'agressions et de violences qui sont commises, chaque année, à notre encontre et qui nous font vivre comme des parias dans notre pays.

Une récente étude de la Fondapol montre un niveau élevé de préjugés antisémites dans trois groupes : les électeurs du Front National, ceux de l'extrême gauche et parmi la population musulmane.

Ici encore, il faut nommer les choses : les actes anti-juifs sont commis, dans leur écrasante majorité, par des jeunes issus de l'immigration, des jeunes Musulmans, qui sont, eux-mêmes, pourtant, des victimes potentielles du racisme.

Il ne s'agit ni d'amalgamer, ni de stigmatiser. Il s'agit uniquement de regarder les faits.

Ces violences sont commises par une toute petite partie de la population musulmane de France, mais cette toute petite partie est bien réelle. Elle cause un tort considérable aux Juifs, et à l'immense majorité des Musulmans, et à toute la nation.

Les dirigeants du Conseil Français du Culte Musulman partagent notre volonté de combattre le racisme et l'antisémitisme.

Il est important que l'ensemble des imams de France fassent passer le message que l'Islam, c'est la fraternité avec les Juifs, et non pas la haine des Juifs. Des actions ont déjà été menées dans ce sens. Nous souhaitons qu'elles soient renforcées et systématisées.

Ce serait tellement plus facile si les imams exerçant en France étaient formés en France et financés en France.

Je n'oublie pas que des actes sont commis en France contre des Musulmans parce qu'ils sont Musulmans. Nous condamnons ces actes qui portent atteinte à l'honneur de la République.

Mais, de grâce, ne mélangeons pas deux sujets distincts et avançons plus vite dans le chemin de la fraternité entre Juifs et Musulmans !

XXX

Monsieur le Président, la France est engagée dans une guerre où les incendiaires vont chercher à diviser et à effrayer. Nous faisons face,

ainsi que vous l'avez dit vous-même, à « un ennemi de l'extérieur » et à « un ennemi de l'intérieur ».

Dans cette guerre, nous Français juifs, avons longtemps été aux avant-postes, comme des sentinelles déjà frappées par le vent mauvais, mais que l'on n'avait pas envie d'entendre. Nous avons déjà payé un lourd tribut en vies humaines.

Et quel père, quelle mère peut être satisfait de déposer son enfant dans une école qui ressemble à un camp fortifié et où patrouillent des militaires, prêts à tirer avec leur mitraillette ? Quel père, quelle mère peut vouloir pour son enfant une vie retranchée, sous protection policière, ponctuée d'attentats et d'angoisses ?

Moi, dont les grands-parents ont été gazés à Treblinka,

Moi, dont les parents ont trouvé refuge en France lorsqu'ils ont fui la haine des Juifs en Pologne dans les années trente,

Moi, qui ai grandi caché dans un couvent, chez les bonnes sœurs à Nice dans la France antisémite de Pétain,

Moi, je n'aurais jamais imaginé avoir à revivre les angoisses de mes aînés pour mes enfants et pour mes petits-enfants.

xxx

Une question m'est posée quotidiennement : « Faut-il partir ? ».

Cette question est douloureuse. La France est notre patrie. Nous sommes grandis par ses grandeurs et blessés par ses blessures. La France est une part de nous-mêmes, comme nous sommes une part de la Nation. Nous serions moins français si nous n'étions pas juifs, nous serions moins juifs si nous n'étions pas français...

La réponse ne peut être qu'individuelle et quelle que soit cette réponse, elle est respectable. Mais quitter son pays doit rester un choix, une liberté.

Ce ne doit pas être imposé par une situation où une France abattue donnerait le choix à ses citoyens entre la peste et le choléra.

La France est aujourd'hui en guerre. Il y aura, hélas, de nouvelles menaces et probablement de nouveaux attentats.

Dans cette guerre, la France a besoin de toutes ses composantes. Nous, Français juifs, sommes l'une d'entre elles, et cela depuis 2000 ans. Nous nous battons déjà depuis des années et nous continuerons de nous battre.

Nous ne renoncerons pas à faire face dans notre pays, avec nos compatriotes.

Mais, je vous en conjure, Monsieur le Président, ne nous laissez plus seuls en première ligne !

Monsieur le Président, il est urgent de faire reculer la bêtise, le fanatisme et la haine.

Il est urgent de redonner aux Français le goût et l'amour de la fraternité.

Il est urgent que l'unité perdure et que la détermination soit sans faille, hors de tout calcul politicien et électoraliste ! Car ils existent ces calculs !

Il est urgent que les annonces faites depuis les attentats soient transformées en actes et en lois.

Et il est urgent d'appliquer ces lois de façon juste, ferme et lucide.

Tous ensemble, nous mènerons le combat. Tous ensemble, pour que la France reste le pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité !

Vive la République, Vive la France !

Sous Embargo jusqu'au prononcé